

26e session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etats de l'UA

La place de la femme dans la société et la résolution des conflits

Jonas OSSOMBEY
Addis-Abeba/Ethiopie

LA 26e session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etats de l'Union africaine (UA), ouverte samedi dernier, a clos ses travaux hier dimanche. Le président de la République, Ali Bongo Ondimba, a pris part à ce rendez-vous annuel des leaders et dirigeants du continent. Comme lors des précédentes rencontres, celle de 2016 a donné lieu à des discussions à huis-clos, et surtout à une cérémonie d'ouverture faste en allocutions. On notera également la désignation de Idriss Déby pour prendre le relais du Zimbabwéen, Robert Mugabe, à la présidence tournante de l'UA. Le chef de l'Etat gabonais n'a pas manqué de présenter ses «*chaleureuses félicitations et de meilleurs vœux de réussite (...)*» à son homologue tchadien, par ailleurs président en exercice de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac). D'ailleurs, prononçant son premier discours en sa qualité de président en exercice de l'UA, le chef de l'Etat tchadien s'est lancé dans une sorte d'auto-critique. «*Nous*



Le président Ali Bongo Ondimba et son homologue rwandais, Paul Kagame lors d'un aparté.

nous réunissons trop souvent, nous parlons toujours trop, mais nous n'agissons pas assez et parfois pas du tout.», a-t-il regretté. Comme pour rompre avec cette image timorée, le dirigeant tchadien a annoncé la création d'un comité des chefs d'Etats pour la Libye, une instance soutenue par l'Onu pour parachever les efforts actuels afin de réconcilier les Libyens et notamment les deux gouvernements de Tobrouk et de Tripoli. L'objectif clairement affiché étant de ramener la stabilité dans un pays dont la situation précaire a une forte incidence sur les Etats voisins et dans toute la région

du Sahel. Bien avant, au cours de la cérémonie officielle d'ouverture, la présidente de la Commission de l'UA, Dlamini Zuma a appelé les dirigeants du continent à mettre un terme à la culture qui limite la pleine participation des femmes et des filles dans toutes les sphères de la société. Pour elle, c'est l'une des conditions devant aider ces pays à réaliser leur potentiel économique. «*Il y a des progrès, mais pas au niveau approuvé dans l'Agenda 2063*», a-t-elle indiqué. Emboîtant le pas à Mme Zuma, le secrétaire général des Nations unies, M. Ban Ki Moon, a félicité l'UA pour



La photo de famille au terme de la cérémonie d'ouverture.

avoir décidé d'accorder une place importante aux droits humains, notamment ceux des femmes. Considérant que les femmes devraient être en mesure de participer pleinement à l'épanouissement de la société, y compris dans les plus hauts niveaux de structures étatiques et dans la paix et la sécurité. Avant de marteler que l'heure n'était plus à l'exclusion de celles-ci des sphères décisionnelles. Le patron des Nations unies, dont le mandat arrive à échéance cette année, a salué la proposition de l'Union africaine de déployer des observateurs des droits humains au Burundi. De Robert Mugabe, président

en exercice sortant de l'UA, au chef de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abass, le ton a été le même: mettre en évidence les opportunités devant favoriser une convergence de responsabilités susceptibles de répondre aux défis auxquels l'Afrique fait face. Autrement dit, si l'on croit les uns et les autres, il est temps de passer à l'action. Dimanche, les chefs d'Etats, au-delà des entretiens bilatéraux, ont délibéré à huis-clos sur un certain nombre de sujets préoccupants pour l'état du continent africain. La promotion de la femme africaine, les situations alarmantes au Burundi, au Sahel, en Libye, la lutte

contre le terrorisme et d'autres formes de violences, ainsi que la situation économique difficile due à la baisse du prix du baril de pétrole, sont parmi les préoccupations qui ont retenu l'attention des dirigeants du continent. La prévention et la résolution des conflits ont été, une fois de plus, mises en avant pour garantir un meilleur développement de l'Afrique. Le tout contenu dans des résolutions appelées à se réaliser pour permettre aux nombreuses attentes d'être tenues. Rendez-vous a donc été pris pour l'année prochaine, à la même période, dans la capitale éthiopienne.

En marge du sommet
Une intense activité

J. O.
Addis-Abeba/Ethiopie

LA tenue de la 26e session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etats et de gouvernement de l'Union africaine (UA) aura été l'occasion pour le président de la République d'avoir plusieurs rencontres en marge du sommet avec certains de ses pairs et des personnalités de divers horizons. C'est le cas de la réunion sur le projet Smart Africa, à laquelle il a pris part avec quelques homologues, notamment Paul Kagamé du Rwanda, Macky Sall du Sénégal, Ibrahim Boubacar Keita du Mali, Uhuru Kenyatta du Kenya. Ils répondaient ainsi à une invitation du président rwandais, pour un point à mi-parcours de la création, en 2014, de cette initiative qui devra permettre aux jeunes africains d'apprendre dans les centres d'élite s'appuyant sur les technologies de l'information. Si le bureau a été mis en place en octobre de l'an dernier, des discussions d'hier, il ressort que le Gabon sera en charge de la commission "audit". Et ces dirigeants ont décidé d'accélérer les procédures

pour son fonctionnement définitif. Dans la foulée, toujours en rapport avec ladite initiative, Paul Kagamé et Ali Bongo Ondimba ont échangé en tête-à-tête, pour certainement marquer leur volonté de doter leurs deux pays d'instruments en matière d'éducation de pointe. Ensuite, toujours dimanche, le président de la République s'est entretenu, au siège de l'UA, avec les présidents Jacob Zuma, Ibrahim Boubacar Keita, l'ancien président mozambicain, Joaquim Chissano et le président de la Banque africaine de développement (BAD). Il a également eu un bref entretien avec le président de Djibouti, Ismaël Omar Guelleh, au salon d'honneur de l'aéroport international d'Addis-Abeba. Avec les uns et les autres, des questions d'intérêt commun ont été abordées: l'énergie, la paix et la sécurité en Afrique, les droits humains, la gouvernance des Etats... Samedi, le patron de l'Exécutif a eu des échanges avec le Premier ministre suédois, Stefan Löfven. Lequel est venu solliciter le soutien du Gabon pour la candidature de son pays comme membre non-permanent au Conseil de sécu-

rité de l'Organisation des Nations unies (Onu) comptant pour la période 2017-2018. Le dirigeant suédois a également manifesté sa volonté de voir les liens économiques de son pays avec le Gabon prendre l'envol, dans les secteurs des

mines, de l'énergie, du bois et de l'environnement. Quelques pistes ont été explorées à cet effet.

Une phase de l'entretien entre le chef de l'Etat et le président sud-africain Jacob Zuma.



Après les fêtes,
SOGAFRIC SERVICES
RÉALISE VOS RÊVES À PETIT PRIX
Promotion valable du 18 janvier au 29 février 2016

Split ICESTREAM 9000 BTU à partir de
167 000 F.cfa TTC
au lieu de
197 000 F.cfa TTC

BP 2108 LIBREVILLE - Tel : (+241) 06 22 05 64 / 07 14 01 65 - Fax : +33 1 73 76 95 37
POG : Tel : (+241) 07 14 01 50 - Fax : 01 55 08 03 - sogafric.services@groupesogafric.com
www.sogafricservices.com

Nous construisons l'avenir